



SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Dans ce numéro :

Contradictions officielles

À qui profite le crime ? Les liens financiers occultes entre les Bush et les Ben Laden (pp. 4-10).

Notre dernière parution, relative à la réaction du président Bush aux événements du 11 septembre 2001, a suscité de vives réactions en France et à l'étranger.

L'information relative à la communication téléphonique entre le Secret Service et les auteurs des attentats avait été successivement publiée par le *Washington Post* et le *New York Times*. Elle a été confirmée par Ary Fleischer, porte-parole de la Maison-Blanche, et longuement développée par Karl Rove (Senior Counsellor de la Maison-Blanche) et par James Woolsey (ancien directeur de la CIA).

Selon ce dernier, les auteurs des attentats disposaient non seulement des codes présidentiels d'Air Force One et de la Maison-Blanche, mais aussi des codes de la Drug Enforcement Administration, du National Reconnaissance Office, de l'Air Force Intelligence, de l'Army Intelligence, du Naval Intelligence, du Marine Corps Intelligence, et des bureaux de renseignement du Département d'État et du Département de l'Énergie.

Dans les confidences qu'il a données au *New Yorker*, Karl Rove a révélé que lorsque Air Force One avait changé de cap, le président décidant de se rendre personnellement au Strategic Command, plutôt que de rentrer à Washington, il avait été informé qu'un missile se dirigeait vers l'avion présidentiel. Air Force One avait alors été contraint de changer d'altitude et

Pour recevoir gratuitement nos bulletins *ConflitGlobal.Net*, et *Sources Ouvertes* abonnez vous à la liste de diffusion du Réseau Voltaire sur www.reseauvoltaire.net

THE WHITE HOUSE
WASHINGTON

October 5, 2001

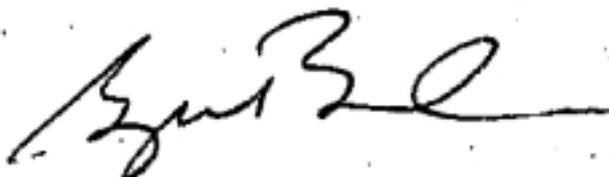
MEMORANDUM FOR THE SECRETARY OF STATE
THE SECRETARY OF THE TREASURY
THE SECRETARY OF DEFENSE
THE ATTORNEY GENERAL
THE DIRECTOR OF CENTRAL INTELLIGENCE
THE DIRECTOR OF FEDERAL BUREAU OF INVESTIGATION

SUBJECT: Disclosures to the Congress

As we wage our campaign to respond to the terrorist attacks against the United States on September 11, and to protect us from further acts of terrorism, I intend to continue to work closely with the Congress. Consistent with longstanding executive branch practice, this Administration will continue to work to inform the leadership of the Congress about the course of, and important developments in, our critical military, intelligence, and law enforcement operations. At the same time, we have an obligation to protect military operational security, intelligence sources and methods, and sensitive law enforcement investigations. Accordingly, your departments should adhere to the following procedures when providing briefings to the Congress relating to the information we have or the actions we plan to take:

- (i) Only you or officers expressly designated by you may brief Members of Congress regarding classified or sensitive law enforcement information; and
- (ii) The only Members of Congress whom you or your expressly designated officers may brief regarding classified or sensitive law enforcement information are the Speaker of the House, the House Minority Leader, the Senate Majority and Minority Leaders, and the Chairs and Ranking Members of the Intelligence Committees in the House and Senate.

This approach will best serve our shared goals of protecting American lives, maintaining the proper level of confidentiality for the success of our military, intelligence, and law enforcement operations, and keeping the leadership of the Congress appropriately informed about important developments. This morning, I informed the House and Senate leadership of this policy which shall remain in effect until you receive further notice from me.



d'évoluer en zig-zag. Cette procédure brûlant trop de carburant, il avait été décidé d'une escale en Louisiane pour faire le plein.

L'ensemble de ces informations provoquant des remous dans les chancelleries, une source officielle anonyme a délivré un démenti en bloc à CBS, le 25 septembre. Puis Ary Fleischer, revenant sur ses propres assertions, l'a démenti à son tour, assurant que tout cela avait été dit par erreur sous le coup de l'émotion.

Bien entendu, M. Fleischer est incapable d'expliquer le périple du président le 11 septembre, à la plus grande joie de l'extrême gauche américaine qui en conclut sans réfléchir que Bush a cédé à la peur.

Simultanément, la Maison-Blanche a pris des dispositions pour contrôler désormais l'information. Condoleezza Rice, conseillère nationale de sécurité, a convoqué les dirigeants des principaux médias américains pour les rappeler à l'ordre, tandis que le président Bush a décidé de limiter l'accès des parlementaires eux-mêmes à l'information (notre document) !

Par ailleurs, contrairement à ce que nous avons indiqué, le discours présidentiel attribuant les attentats à des terroristes étrangers aurait été décidé vers 18 h 30 et non pas vers 20 h.

À 18 h 42, le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld a donné une conférence de presse où il a présenté cette thèse. M. Rumsfeld était accompagné de plusieurs hauts responsables civils et militaires et s'est employé à manifester l'unité de l'Amérique. Pourtant, au beau milieu de cette conférence de presse, M. Rumsfeld a apostrophé le sénateur Carl Levin (D-Mich.) venu lui apporter son soutien. Il a mis en cause le refus des Démocrates de financer le bouclier anti-missiles. Stupéfait le sénateur a refusé de répondre et d'étaler publiquement les divisions de la classe dirigeante US.

Enfin, le Réseau Voltaire s'est penché en détail sur l'attentat de Washington. À la différence des attentats du World Trade Center qui ont été largement filmés et qui ont été observés par des milliers de témoins, celui du Pentagone n'est connu qu'à travers les communiqués de l'autorité militaire et les images sont soumises à sa censure. La totalité de ces documents, ainsi que les images satellites Ikonos aimablement fournies par Space Imagin ont été étudiées par un groupe pluridisciplinaire comprenant des aviateurs civils et militaires, des architectes et un balisticien. Le résumé de cette étude est disponible sur notre site Internet (<http://www.reseauvoltaire.net/actu/conflit3.htm>). Il apparaît matériellement impossible qu'un Boeing 757-200 ait pu percuter la façade du Pentagone, au niveau du rez-de-chaussée, sans abîmer ni les lampadaires de la route contournant le bâtiment, ni la tourelle de l'héliport. Beaucoup plus étrange : ni la carlingue calcinée de l'avion, ni aucun débris de l'appareil n'apparaissent sur les images disponibles. Force est de constater que le vol American Airlines 77 ne s'est jamais écrasé sur le Pentagone. Il appartient à l'autorité militaire de révéler où s'est véritablement crashé l'appareil et quelle arme a causé les dégâts au Pentagone.

Sans crainte de multiplier les incohérences, le gouvernement américain s'évertue à masquer les responsabilités intérieures dans les attentats et continue à stigmatiser un ennemi exclusivement extérieur. Dans la présente livraison, nous vous proposons une enquête sur les liens financiers unissant les familles Bush et Ben Laden. Plus que jamais, il apparaît que la " guerre au terrorisme " cache bien des enjeux invouables.

Thierry Meyssan

À qui profite le crime ?

Les liens financiers occultes des Bush et des Ben Laden

Les auteurs des attentats du 11 septembre 2001 et les personnes informées de leurs intentions pouvaient anticiper certaines retombées économiques de cette attaque. Dès lors, ils pouvaient engager des manœuvres spéculatives sur les compagnies aériennes propriétaires des avions détournés, sur les sociétés ayant leur siège social dans les tours jumelles du World Trade Center, et sur les assurances concernées. Ils pouvaient aussi anticiper une probable baisse générale de l'ensemble des valeurs cotées en Bourse. Pour ce faire, ils devaient spéculer à la baisse en achetant non pas des actions, mais des " puts ", c'est-à-dire des " options de vente ".

L'identification des initiés ne représente pas seulement un enjeu en matière de fraude boursière, mais surtout un moyen d'établir, directement ou indirectement, l'identité des auteurs des attentats et de leurs complices.

DÉLITS D'INITIÉS

Au lendemain des attentats, des manœuvres caractéristiques du " délit d'initié " ont été constatées dans les six jours précédents l'attaque¹. L'action United Airlines (compagnie propriétaire des avions qui se sont écrasés sur la tour sud du WTC et à Pittsburg) a artificiellement chuté de 42 %. Celle d'American Airlines (compagnie propriétaire de l'appareil qui s'est écrasé sur la tour nord du WTC, et de celui qui se serait écrasé sur le Pentagone) a chuté de 39 %. Aucune autre compagnie aérienne dans le monde n'avait fait l'objet de manœuvres comparables, à l'exception de KLM Royal Dutch Airlines. De sorte que l'on peut déduire qu'un avion de la compagnie hollandaise avait probablement été choisi pour faire l'objet d'un cinquième détournement.

Des agissements identiques ont été constatés sur les options de vente des titres de Morgan Stanley Dean Witter & Co qui ont été multipliées par douze dans la semaine précédant les attentats. Or, cette société occupait vingt-deux étages du WTC. De même pour les options de vente sur les actions du premier courtier en Bourse du monde, Merrill Lynch & Co, dont le siège social se trouve dans un immeuble voisin menacé d'écroulement, qui ont été multipliées par vingt-cinq. Et surtout pour les options de vente sur les actions des assureurs impliqués : Munich Re, Swiss Re et Axa.

La Commission de contrôle des opérations boursières de Chicago a été la première à donner l'alerte. Elle a constaté qu'à la Bourse de Chicago, les initiés avaient réalisé 5 millions de dollars de plus-values sur United Airlines, 4 millions de dollars sur American Airlines, 1,2 millions de dollars sur Morgan Stanley Dean Witter & Co et 5,5 millions de dollars sur Merrill Lynch & Co.

Les autorités de contrôle de chaque grande place boursière recensent les plus-values réalisées par les initiés. Les investigations sont coordonnées par l'Organisation internationale des commissions de valeurs (IOSCO)². Le 15 octobre, elle a tenu une vidéo-conférence où les autorités nationales ont présenté leurs rapports d'étape. Il apparaît que les plus-values illicites porteraient sur des centaines de millions de dollars, constituant le " plus important délit d'initié jamais commis ".

Il a été possible d'établir que la majeure partie des transactions avait été " portée " par la Deutsche Bank et sa filiale américaine d'investissements, Alex. Brown³. Cette société était dirigée, jusqu'en 1998, par un personnage haut en couleurs, A. B. Krongard. Capitaine des Marines, féru de tir et d'arts martiaux, ce banquier est devenu conseiller du directeur de la CIA et, depuis le 26 mars, numéro trois de l'Agence de renseignement américaine. Compte tenu de l'importance de l'investigation et de l'influence d'A. B. Krongard, on aurait pu penser qu'Alex. Brown aurait coopéré sans difficulté avec les autorités pour faciliter l'identification des initiés. Il n'en a rien été. De même, on aurait pu penser que la révélation par Ernest Backes⁴, il y a quelques mois, de l'existence d'enregistrements des principales transactions interbancaires par deux organismes de clearing aurait facilité la traque des enquêteurs. Là encore, il n'en a rien été.

Tout se passe donc comme si, malgré les déclarations bellicistes des dirigeants occidentaux, on avait renoncé à mener les investigations jusqu'à leur terme et que l'on avait rapidement déclaré forfait : même lorsque la paix du monde est en jeu, l'opacité des paradis fiscaux ne permettrait pas de " tracer " les transactions et de remonter aux criminels.

Au demeurant, les initiés ont prudemment renoncé à percevoir 2,5 millions de dollars de plus-values sur American Airlines qu'ils n'avaient pas eu le temps d'encaisser avant que l'alerte ne soit donnée.

LA FORTUNE D'OUSSAMA BEN LADEN

Parallèlement, des investigations poussées ont été conduites pour déterminer l'étendue de la fortune d'Oussama Ben Laden, commanditaire présumé des attentats, et pour repérer les sociétés qu'il contrôle. Diplômé en management et en économie de la King Abdul Aziz University, Oussama Ben Laden est un homme d'affaires avisé. Dès 1979, il fut sollicité par son tuteur, le prince Turki al-Fayçal al-Saud (directeur des services secrets saoudiens de 1977 à août 2001), pour gérer financièrement les opérations secrètes de la CIA en Afghanistan. En quelques années, la CIA investit 2 milliards de dollars en Afghanistan pour faire échec à l'URSS, faisant de ces opérations les plus coûteuses jamais engagées par l'Agence.



En 1994, alors qu'il était devenu l'ennemi public des États-Unis et qu'il avait été déchu de sa nationalité saoudienne, Oussama Ben Laden hérita d'environ 300 millions de dollars, correspondant à sa part au sein du Saudi Binladen Group (SBG)⁵.

Cette holding, la plus importante d'Arabie saoudite, réalise la moitié de son chiffre d'affaires dans le bâtiment et les travaux publics, et l'autre moitié dans l'ingénierie, l'immobilier, la distribution, les télécommunications et l'édition. Elle a formé une société suisse d'investissements, la SICO (Saudi Investment Company), qui a créé plusieurs sociétés avec des filiales de la National Commercial Bank saoudienne. Le SBG détient d'importantes participations dans General Electric, Nortel Networks et Cadbury Schweppes. Le SBG est représenté aux États-Unis pour ses activités industrielles par Adnan Khashoggi (ex-beau-frère de Mohammed al-Fayed), tandis que ses avoirs financiers sont gérés par le Carlyle Group. Jusqu'en 1996, les montages des filiales du SBG

étaient préparés à Lausanne par son conseiller, le banquier nazi François Genoud⁶. Le SBG est indissociable du régime wahhabite, au point d'avoir longtemps été le contractant officiel et unique pour la construction et la gestion

des lieux saints du royaume, Médine et La Mecque. De même, il a remporté la majorité des marchés BTP de construction des bases militaires US en Arabie Saoudite et de reconstruction du Koweït après la guerre du Golfe. Le groupe a été fondé en 1931 par le patriarche, cheikh Mohammed Ben Laden. Après son décès accidentel, en 1968, son fils aîné, Salem, lui a succédé. Celui-ci est décédé à son tour dans un “ accident ” d’avion survenu au Texas, en 1988. Désormais, le SBG est dirigé par Bakr, le deuxième fils du fondateur.

Bien que le SBG déclare avoir rompu tout lien avec Oussama Ben Laden depuis 1994, de nombreux auteurs, distinguant le droit positif du droit coutumier, prétendent que le leader intégriste continue à exercer une autorité morale sur lui et à percevoir des dividendes.



Oussama Ben Laden⁷ a investi son héritage dans la création de plusieurs banques, sociétés agroalimentaires et de distribution au Soudan. Parmi celles-ci, il a placé 50 millions de dollars dans l’Al-Shamal Islamic Bank, dont la Tadamon Islamic Bank (logo ci-dessous à droite) est l’autre actionnaire de référence. Par ce biais, Oussama Ben Laden est le partenaire financier du ministère des Affaires sociales des Émirats Arabes Unis et de la Dar al-Maal al-Islami (DMI, cf. logo ci-contre à gauche) que le prince Mohammad Al-Faisal Al-Saud utilise pour financer au nom de l’Arabie Saoudite l’ensemble des mouvements wahhabites dans le monde. Oussama Ben Laden est également réputé détenir des parts dans la Dubaï Islamic Bank de Mohammed Khalfan Ben Kharbash,

ministre des Finances des Émirats Arabes Unis. D’abord avec l’appui du colonel Omar Hassan el-Béchir, puis d’Hassan el-Tourabi, il développa diverses compagnies au Soudan, construisant un aéroport, des routes, installant un pipe-line et contrôlant la majeure partie de la production de gomme arabique. Malgré ces réalisations, il fut expulsé du Soudan en 1996. Par ailleurs, Oussama Ben Laden aurait été actionnaire du laboratoire pharmaceutique d’Al-Shifa, suspecté par les États-Unis de préparer des armes chimiques et bombardé à ce titre, en 1998. Enfin, il est suspecté de jouer un rôle central dans le commerce international de l’opium dont l’Afghanistan est le premier producteur mondial.



Oussama Ben Laden exerce une autorité spirituelle sur de puissantes associations caritatives musulmanes, dont principalement l’International Islamic Relief Organisation (IIRO) et la Fondation du beau-frère du roi Fahd, Abdul Aziz al-Ibrahim.

Éditeur : Réseau Voltaire pour la liberté d’expression. Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, publiée au *Journal Officiel* du 2 mars 1994.

Président : Thierry Meyssan. Vice-présidents : Alain Callès, Yves Frémion, Pierre-Louis Marget, Jean-Jacques Mitterrand. Secrétaire général : Jean-Claude Ramos. Trésorier : Michel Sitbon. Trésorier adjoint : Bernard Célérier. Administrateurs : Jean-Luc Bennahmias, Claudine Chacoux, David Cohen, Colette Dutertre, Jean-François Hory, Bernard Joubert, Véronique Jullien, Xavier Niel, Christian Terras..

Siège social : 8, rue Auguste-Blanqui. F-93200 Saint-Denis. Adresse postale : BP 35, F-93201 Saint-Denis cedex. Tél. : 01.48.09.20.54. Fax : 01.48.09.20.15. Serveur internet : <www.reseauvoltaire.net>. E-mail : <redaction@reseauvoltaire.net>.

Directeur de la publication : Thierry Meyssan. Rédacteur en chef : Mehdi Ba. Secrétaire de rédaction : Serge Marchand. Correcteur : Guy Barbey. Webmestre : Raphaël Meyssan.

Réseau Voltaire ®. Imprimerie spéciale. ISSN 1261-050X. CMPAP n°0905 G 76564. Dépôt légal à parution. Reproduction interdite dans les trois mois suivant publication, puis autorisée avec mention de la source : “reseauvoltaire.net”. 24 numéros par an. Abonnement annuel (édition papier) : France 410 FF, autres pays de l’Union européenne 70 euros. Abonnement annuel (édition informatique) : 250 FF ou 38,1 euros.

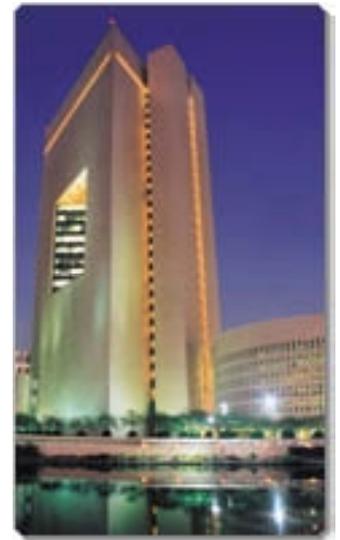
Si l'on ajoute à ces avoirs des stocks d'armes de la première guerre d'Afghanistan qu'Oussama Ben Laden aurait pu conserver, sa fortune peut être évaluée dans une fourchette de 300 à 500 millions de dollars. On est donc bien loin des 6 milliards de dollars évoqués par certaines personnalités politiques.

Quoi qu'il en soit, aucun élément n'a été relevé qui permette de relier les sociétés contrôlées par le leader intégriste aux délits d'initiés du 11 septembre.

LES PARTENAIRES FINANCIERS D'OUSSAMA BEN LADEN

Deux personnalités de premier rang paraissent omniprésentes dans les sociétés d'Oussama Ben Laden : Cheikh Khaled Salim Ben Mahfouz et Saleh Idris.

Selon la revue *Forbes*, Khaled Ben Mahfouz détient la 251^{ème} fortune mondiale, évaluée à 1,9 milliards de dollars. Son père avait fondé la principale banque saoudienne, la National Commercial Bank (photographie ci-contre : le siège de la NCB à Djeddah), qui a créé diverses sociétés avec la SICO du Binladen Group. Sa sœur a épousé Oussama Ben Laden⁸. Jusqu'en 1996, les Ben Mahfouz, comme les Ben Laden, recouraient aux conseils du banquier nazi François Genoud pour les montages de leurs filiales. Khaled Ben Mahfouz dispose d'une résidence à Houston (Texas) et, avec le soutien de la famille Bush, a acheté une partie de l'aéroport de la ville pour sa convenance personnelle. Il possède des sociétés dans le monde entier. En France, en partenariat avec la banque Worms, il détient la SBA (Société bancaire arabe) au capital de 40 millions d'euros.



Bien que partenaires réguliers d'Oussama Ben Laden, Khaled Ben Mahfouz est un homme d'affaires respecté sur les places financières internationales. La chose est d'autant plus troublante, qu'il fut au cœur du principal scandale bancaire du début des années 90, le crack de la BCCI⁹.

La Bank of Credit and Commerce International (BCCI) était un établissement anglo-pakistanaï présent dans soixante-treize pays. Elle était conjointement détenue par trois grandes familles : les Gokal (Pakistan), les Ben Mahfouz (Arabie saoudite) et les Geith Pharaon (Abu Dhabi).

Elle fut utilisée par Ronald Reagan pour corrompre le gouvernement iranien pour qu'il retarde la libération des otages américains de l'ambassade de Téhéran et saboter ainsi la fin de la présidence de Jimmy Carter (opération dite "October Surprise"). Puis, sous l'impulsion de l'ex-directeur de la CIA et vice-président George Bush (père), l'administration Reagan utilisa encore la BCCI pour faire transiter les dons saoudiens aux Contras du Nicaragua, et pour faire transiter l'argent de la CIA vers les Mujahidines en Afghanistan. La BCCI est également impliquée dans les trafics d'armes du trader syrien Sarkis Sarkenalian, dans le scandale Keatinga aux USA, dans les affaires du trader Marc Rich, dans le financement du groupe Abu Nidal, etc. En définitive, la banque sombra lorsqu'il fut établi qu'elle blanchissait aussi l'argent du Cartel de Medellin. Elle grugea un million de petits déposants lorsqu'elle ferma ses portes.

Le fait que la BCCI a pu être manipulée, sinon créée, par la CIA ne doit pas surprendre. Il existe une longue tradition bancaire dans les services secrets américains depuis la fondation de l'OSS par des juristes d'affaires et des courtiers de Wall Street. Deux anciens directeurs de la CIA, Richard Helms et William Casey, ont travaillé à la BCCI, ainsi que deux prestigieux agents d'influence de la CIA, Adnan Khashoggi et Manucher Ghobanifar (les principaux traders de l'Irangate). Sans parler de Kamal Adham (beau-frère du roi Fayçal et chef des services

secrets saoudiens jusqu'en 1977), du prince Turki al-Fayçal al-Saud (chef des services secrets saoudiens de 1977 à août 2001) et d'Abdul Raouf Khalil (directeur adjoint des services secrets saoudiens).



Pour mémoire, on notera que la BCCI semble avoir aussi joué un rôle occulte en France. Elle aurait notamment servi à masquer le transfert de technologie nucléaire américano-français vers le Pakistan et à payer la libération d'otages. Un homme d'affaires des Hauts-de-Seine, proche de Charles Pasqua, a été inculpé à l'étranger pour son rôle à la BCCI, indépendamment de ses mises en examen en France dans l'affaire Elf-Thinet. Trois ans après la déconfiture de la banque, ce sont ses anciens dirigeants qui jouèrent les intermédiaires lors de la passation du contrat Sawari-II et organisèrent un système de rétrocommissions censé financer la campagne présidentielle d'Edouard Balladur. Les interrogations soulevées par cette vente de vedettes à l'Arabie Saoudite conduisirent Jacques Chirac, dès son arrivée à l'Élysée, à faire placer sur écoute l'ancien ministre de la Défense d'Edouard Balladur, François Léotard.

La BCCI travaillait en étroite collaboration avec la SICO¹⁰, filiale suisse d'investissement du Saudi Ben Laden Group, et l'on remarquait parmi ses administrateurs, l'un des frères d'Oussama Ben Laden, Salem.

Un an avant sa banqueroute, la BCCI servit à monter une vaste opération d'enrichissement illicite de George Bush Jr, alors directeur d'une petite société pétrolière, Harken Energy Corporation. Harken emporta les concessions pétrolières du Bahrein, comme rétrocommission des contrats américano-koweïtiens négociés par le président George Bush père¹¹. Khaled Ben Mahfouz était actionnaire d'Harken à hauteur de 11,5 %. Ses actions étaient "portées" par l'un de ses fondés de pouvoir, Abdullah Taha Bakhsh. Tandis que l'un des frères d'Oussama Ben Laden, Salem, était représenté au conseil d'administration d'Harken par son fondé de pouvoir américain, James R. Bath.

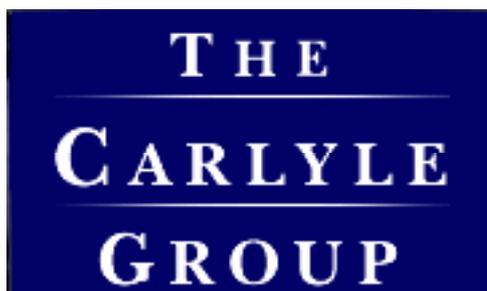
Tenu pour solidairement responsable de la faillite de la BCCI, Khaled Ben Mahfouz fut inculpé aux États-Unis, en 1992. Il parvint à faire lever les charges à son encontre, en 1995, à l'issue d'une transaction avec les créanciers de la banque d'un montant de 245 millions de dollars.

Saleh Idris, quant à lui, est le directeur de la Saudi Sudanese Bank, filiale soudanaise de la National Commercial Bank de Khaled Ben Mahfouz. Il était l'associé d'Oussama Ben Laden dans l'usine pharmaceutique d'Al-Shifa. Au Royaume-Uni, Salah Idris est actionnaire majoritaire d'IES Digital Systems, une importante société produisant des matériels de surveillance high-tech.

La baronne Cox s'est étonnée la semaine dernière à la Chambre des Lords qu'IES Digital Systems, assure actuellement la sécurité des sites gouvernementaux et militaires britanniques les plus sensibles¹².

DE LA BCCI AU CARLYLE GROUP

Les principaux responsables et clients de la BCCI se retrouvent aujourd'hui dans le Carlyle Group, un fonds d'investissement créé en 1987, soit quatre ans avant la déconfiture de la banque. Carlyle gère aujourd'hui un portefeuille de 12 milliards de dollars. Il détient des participations majoritaires dans Seven Up (qui assure la mise en bouteille pour Cadbury Schweppes), Federal Data Corporation (qui a par exemple équipé la Federal Aviation Administration de son système de surveillance du trafic aérien civil) et United Defence Industries Inc. (le principal équipementier des armées américaines, turques et saoudiennes). À travers les sociétés qu'il contrôle, le Carlyle Group arrive au 11^{ème} rang des compagnies d'armement américaines.



En 1990, le Carlyle Group a été mis en cause dans une affaire d'extorsion de fonds. Un lobbyiste du Parti républicain, Wayne Berman, avait racketté des fonds de retraite américains pour financer les campagnes électorales des Bush, l'un de ces fonds avait accepté de verser 1 million de dollars au Carlyle Group pour obtenir un contrat public dans le Connecticut.

The Carlyle Group gère l'essentiel des placements financiers du Saudi Binladen Group.

Parmi ses dirigeants, on trouve Sami Mubarak Baarma, le fondé de pouvoir au Royaume-Uni de Khaled Ben Mahfouz, et Talat Othmann, un ancien administrateur de Harken Energy Corporation, la société qui permit à George Bush Jr de s'enrichir illégalement.

Le Carlyle Group est présidé par Frank C. Carlucci (ancien directeur adjoint de la CIA, puis secrétaire à la Défense). Il est conseillé par James A. Baker III (ancien chef de cabinet du président Reagan, puis secrétaire au Trésor, enfin secrétaire d'État sous Georges Bush père) et Richard Darman (ancien directeur du Budget).

Pour le représenter à l'étranger, le Carlyle Group a recours à John Major¹³ (ancien Premier ministre britannique) et Georges Bush père¹⁴ (ancien directeur de la CIA, puis président des États-Unis).

En France, le Carlyle Group est devenu l'actionnaire de référence du *Figaro* (cf. RV 99/0422)¹⁵.

Contrairement à une idée reçue, Oussama Ben Laden n'est pas seulement un sous-traitant de la CIA, employé pour combattre le nationalisme arabe, puis l'URSS, au nom de l'islam radical. Il a été — et sa famille reste — l'un des principaux partenaires financiers de la famille Bush.

S'il est exact, comme le prétendent de nombreux officiels américains, que la famille Ben Laden continue à entretenir des relations avec Oussama et à financer ses activités politiques, alors le Carlyle Group, qui gère les placements financiers du Saudi Binladen Group, serait nécessairement impliqué dans les délits d'initiés. Georges Bush père serait alors l'un des heureux bénéficiaires des manœuvres boursières du 11 septembre 2001. ■

1 Cf. “ Black Tuesday : The World’s largest Insider Trading Scam ? ” par Don Radlauer, International Policy Institute for Counterterrorism, Israël, 9 septembre 2001. <http://www.ict.org.il/articles/articledet.cfm?articleid=386>

2 <http://www.iosco.org/iosco.html>

3 Cf. “ Suspicious Profits Sit Uncollected Airlines Investors Seem to Be Lying Low ” par Christian Berthelsen, et Scott Winokur, *San Francisco Chronicle*, 29 septembre 2001.

4 Cf. *Révélation*\$, par Denis Robert et Ernest Backes, Les Arènes éd., 2001. http://www.arenas.fr/livres/page-livre1.php?numero_livre=4&num_page=1

5 <http://www.saudi-Binladen-group.com> (depuis le 11 septembre, ce serveur est momentanément indisponible).

6 François Genoud, exécuteur testamentaire du dr. Goebbels, passait pour “ le banquier du IV^e Reich ”. Il travaillait en lien avec de nombreux groupes anti-juifs dans le monde et finançait notamment des actions de “ Carlos ”.

7 Les éléments relatifs à la fortune personnelle d’Oussama Ben Laden sont empruntés à une étude non publiée, réalisée par un cabinet privé à la fin de l’année 2000, dont Intelligence OnLine s’est fait l’écho et qui a été largement citée dans la presse.

8 Cf. Audition de James Woolsey, directeur de la CIA, devant le Sénat US, 3 septembre 1998.

9 Le scandale de la BCCI a fait l’objet d’une abondante littérature. Nous nous sommes principalement référés à “ *The BCCI Affair* ”, report by Sen. Joseph Kerry (D-Mass.) and Sen. Hank Brown (R-Colo.) to the Senate Committee on Foreign Relations, Subcommittee on Terrorism, Narcotics and International Operations, 30 septembre 1992. Texte intégral consultable sur http://www.fas.org/irp/congress/1992_rpt/bcci.

10 Initialement la SICO se dénommait CYGNET.

11 Cf. “ Fuel for Fantasy ”, *Forbes*, 3 septembre 1990 ; et “ Ex-Bush Aide Turns to Stumping for Kuwait... While Jr. Reaps Oil Windfall ”, *The Guardian*, 12 décembre 1990.

12 “ Terror link TVs guard UK ”, *The Observer*, 14 octobre 2001.

13 Cf. “ John Major link to Ben Laden dynasty ”, *Sunday Herald*, 7 octobre 2001.

14 Cf. “ Bush of Arabia ”, *The Nation*, 27 mars 2000 et “ Elder Bush in Big GOP Cast Toiling for Top Equity Firm ”, *The New York Times*, 5 mars 2001.

15 Voir aussi “ L’axe Bush-Pasqua ”, *Amnistia.Net*, 6 février 2001. <http://www.amnistia.net/news/articles/defiamer/defiamer.htm>

ABONNEMENT

Abonnez-vous directement en ligne sur reseauvoltaire.net
ou retournez ce coupon avec votre règlement à Réseau Voltaire, BP 35, F-93201 Saint-Denis cedex

Je m’abonne aux *Notes d’information du Réseau Voltaire*
(24 numéros /an) :

- édition papier (expédiée par voie postale) : 410 F
 édition informatique (expédiée par e-mail) : 250 F

J’adhère à l’association Réseau Voltaire

- personne physique : 100 F minimum
 personne morale (association, syndicat, etc.) : 500 F minimum

Je soutiens le Réseau Voltaire par un don de :

- 100 F
 250 F
 500 F

Je joins mon règlement par chèque bancaire ou postal à l’ordre du “Réseau Voltaire”.

Prénom et Nom :
Adresse :

Téléphone :
Télécopie :
E-mail :

Date et signature